

LE PAYSAN FRANÇAIS, UN ENJEU IDÉOLOGIQUE AU XIX^{ème} SIÈCLE. PERSPECTIVES FRANÇAISES ET PERSPECTIVES SUR LA FRANCE¹

par Chloé Gaboriaux

Bertrand Hervieu². – Dans une France encore très rurale, l'instauration du suffrage universel masculin en 1848 fait des paysans un enjeu électoral majeur. Ce que montre cette thèse, c'est qu'elle en fait aussi un enjeu idéologique pour les forces politiques en présence, qui cherchent à donner des comportements politiques du monde rural une explication propre à conforter leur position. La description de la paysannerie est ainsi investie des préférences politiques des uns et des autres et constitue alors un lieu où les jugements de valeurs s'affrontent à travers les représentations sociales. Les conflits qui naissent à propos du monde rural n'éclairent pas seulement les rapports des hommes politiques aux paysans. Parce qu'ils concernent la majorité de la population, ils soulèvent aussi et surtout la question de la souveraineté du peuple, et en particulier de sa représentation. L'étude est certes centrée sur le républicanisme, qui subit alors la remise en question la plus brutale : pendant plus de vingt ans, les électeurs ruraux donnent leurs suffrages aux ennemis de la République. Mais elle examine les présupposés républicains à partir des débats qui les opposent aux autres familles politiques et qui, très vite, révèlent des divisions dans le camp républicain lui-même. Le problème paysan, d'abord posé dans les termes de la *représentabilité* de cette catégorie sociale, nourrit en effet bientôt les divergences à propos des *institutions représentatives*, dont on interroge la capacité à intégrer la fraction majoritaire du peuple.

Il ne s'agit pas dans cette thèse de revenir sur la question très débattue du ralliement des paysans à la République mais bien plutôt de s'interroger sur le processus qui a conduit les hommes politiques, et en particulier les républicains, à infléchir leurs représentations en réaction au comportement de la majorité rurale. L'étude des représentations du paysan français au même moment en Grande-Bretagne joue ici un rôle majeur : elle a permis d'opérer un décentrement utile par rapport aux catégories généralement convoquées en France pour envisager les rapports République/paysannerie.

On trouve dans cette thèse l'analyse du projet, méconnu, qu'Edgar Quinet défend en 1871 au nom d'une représentation distincte des villes et des campagnes, avant de revenir sur les débats suscités par le Sénat au sein même du camp républicain : la question de la représentation des paysans est en effet au coeur du « Grand conseil des communes » défendu par Gambetta et réinterprété par les opportunistes. Ces derniers ont ainsi fini par élaborer une conception de la République propre à incorporer la paysannerie. Chloé Gaboriaux revient sur le conflit qui se noue dans les années 1880 autour de la République des paysans selon Jules Ferry : face aux radicaux convaincus de défendre la « vraie » République, ce dernier justifie en effet les inflexions apportées au modèle républicain au nom du paysan français, qui incarne désormais à ses yeux le citoyen par excellence.

¹ Thèse de doctorat de Science politique sous la direction de Lucien Jaume, soutenue le 3 décembre 2008. 410 pages.

² Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien président de l'Institut national de la recherche agronomique, secrétaire général du Centre international des hautes Études agronomiques méditerranéennes, 11, rue Newton, 75116 Paris.

En conclusion Chloé Gaboriaux rend compte de l'efficacité de la formule de Ferry, qui, après plus de vingt ans de discussions et propositions suscitées par la question paysanne dans le camp républicain, parvient enfin à conquérir l'électorat rural. L'examen des publications britanniques sur le sujet permet de souligner ce qui, dans le discours de Ferry et de Gambetta, a pu mouvoir et émouvoir les Français au point de les rallier à la République.